

Amériques

“ Les Amériques ont connu une augmentation inquiétante des déplacements forcés en 2019. Avec des millions de personnes fuyant leurs pays en quête de sécurité, la capacité d'absorption des communautés d'accueil a été de plus en plus mise à l'épreuve, les systèmes d'asile ont été débordés et la xénophobie était en hausse. Alors que les déplacements forcés dans la région devraient se poursuivre, une présence forte du HCR et des partenariats dans le cadre de réponses coordonnées sont plus nécessaires que jamais. ”

— Renata Dubini, Directrice, Bureau régional pour les Amériques

PRINCIPALES SITUATIONS OU OPÉRATIONS AUX AMÉRIQUES EN 2019



RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU VENEZUELA

Dans une année marquée par des bouleversements internes, près de 5000 personnes par jour ont quitté la République bolivarienne du Venezuela. Cela a porté à près de 4,5 millions le nombre de Vénézuéliens ayant cherché refuge à travers le monde, la plupart se rendant en Colombie, en Équateur et au Pérou.

Dans les pays d'accueil, plus de 2 millions de Vénézuéliens se sont vu accorder des permis de séjour réguliers ou l'asile. Dans le cadre de la Plateforme régionale de coordination inter-agences, le HCR a fourni une aide vitale aux nouveaux arrivants dans les régions frontalières, soutenu l'accès aux biens et services de base, encouragé la coexistence pacifique avec les communautés d'accueil, ainsi que l'accès aux droits fondamentaux, comme les documents, l'éducation et l'emploi.

Sous la direction du HCR et de l'OIM, sept plateformes nationales ont été créées, regroupant 130 partenaires issus de 16 pays dans le cadre du Plan de réponse régional pour les réfugiés et les migrants. Ces efforts concertés ont facilité la fourniture d'une aide à près de 1,4 million de réfugiés et migrants originaires de la République bolivarienne du Venezuela.

Les pays participant au Processus de Quito ont poursuivi leurs efforts conjoints visant à promouvoir des initiatives régionales et échanger les bonnes pratiques en faveur de la protection des réfugiés et des migrants vénézuéliens, ainsi que leur inclusion dans les politiques et programmes nationaux.

RÉALISATIONS ET PRINCIPAUX RÉSULTATS

- 8,5 millions de dollars d'aides en espèces et de bons d'achat ont été distribués, dont 5,7 millions de dollars à usages multiples**
- 19 778 ménages ont bénéficié d'aides en espèces à usages multiples ou de bons pour des articles essentiels et ménagers**
- 48 294 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'abris d'urgence**



NORD DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

La criminalité violente, l'insécurité et les difficultés économiques ont forcé des milliers de personnes à fuir à l'intérieur et à l'extérieur des pays du nord de l'Amérique centrale (El Salvador, Guatemala, Honduras). Plus de 469 300 réfugiés et demandeurs d'asile originaires de cette région étaient enregistrés dans le monde fin 2019, soit six fois plus qu'en 2014, tandis que El Salvador et le Honduras comptaient à eux seuls 320 000 déplacés internes. Ainsi, tous les pays d'Amérique centrale étaient touchés en tant que pays d'origine, de transit ou de destination pour un nombre croissant de personnes ayant besoin d'une protection internationale.

Le HCR a renforcé les structures communautaires et la résilience et fourni une aide vitale et des services de conseils aux populations déplacées en situation de transit. Il a également œuvré pour renforcer les systèmes d'asile et les capacités d'intégration dans les pays d'accueil, en particulier dans les zones frontalières.

Dans le cadre du MIRPS – le Cadre régional global de protection et de solutions – les personnes relevant de la compétence du HCR ont eu un meilleur accès à la protection juridique et sociale, à l'emploi et à l'éducation. Par exemple, au Mexique, près de 3400 ménages ont bénéficié d'aides conditionnelles en espèces pour l'éducation.

Afin de répondre aux besoins des déplacés internes en El Salvador et au Honduras, le HCR a mis en œuvre des interventions dans 55 communautés, au bénéfice de près de 24 000 personnes. En El Salvador, 400 ménages ont bénéficié de transferts en espèces, dont 63 jeunes entrepreneurs et sept groupes communautaires dirigés par des femmes, au bénéfice de près de 70 personnes.

- 17,1 millions de dollars d'aides en espèces et de bons d'achat ont été distribués, dont 16,4 millions de dollars à usages multiples**
- 72 412 personnes ont été aidées par le Réseau des lieux sûrs au Guatemala, dont 4000 enfants**
- 24 000 personnes relevant de la compétence du HCR dans 55 communautés ont bénéficié d'interventions communautaires au Honduras et en El Salvador**



NICARAGUA

La répression politique et les difficultés économiques ont généré des déplacements depuis le Nicaragua, la plupart des personnes fuyant au Costa Rica voisin. Depuis le début de la crise socio-politique en avril 2018, plus de 71 500 Nicaraguayens ont sollicité une protection internationale à l'étranger.

Le HCR a mis en œuvre des programmes d'aides en espèces et de bons d'achat et offert un soutien juridique, psychologique et social, ainsi qu'une aide orientée vers les moyens de subsistance.

- 2093 Nicaraguayens ont bénéficié de conseils sur les possibilités d'accès au marché du travail au Costa Rica**
- 2238 ménages ont bénéficié de 3 mois d'aides en espèces à usages multiples au Costa Rica**



COLOMBIE

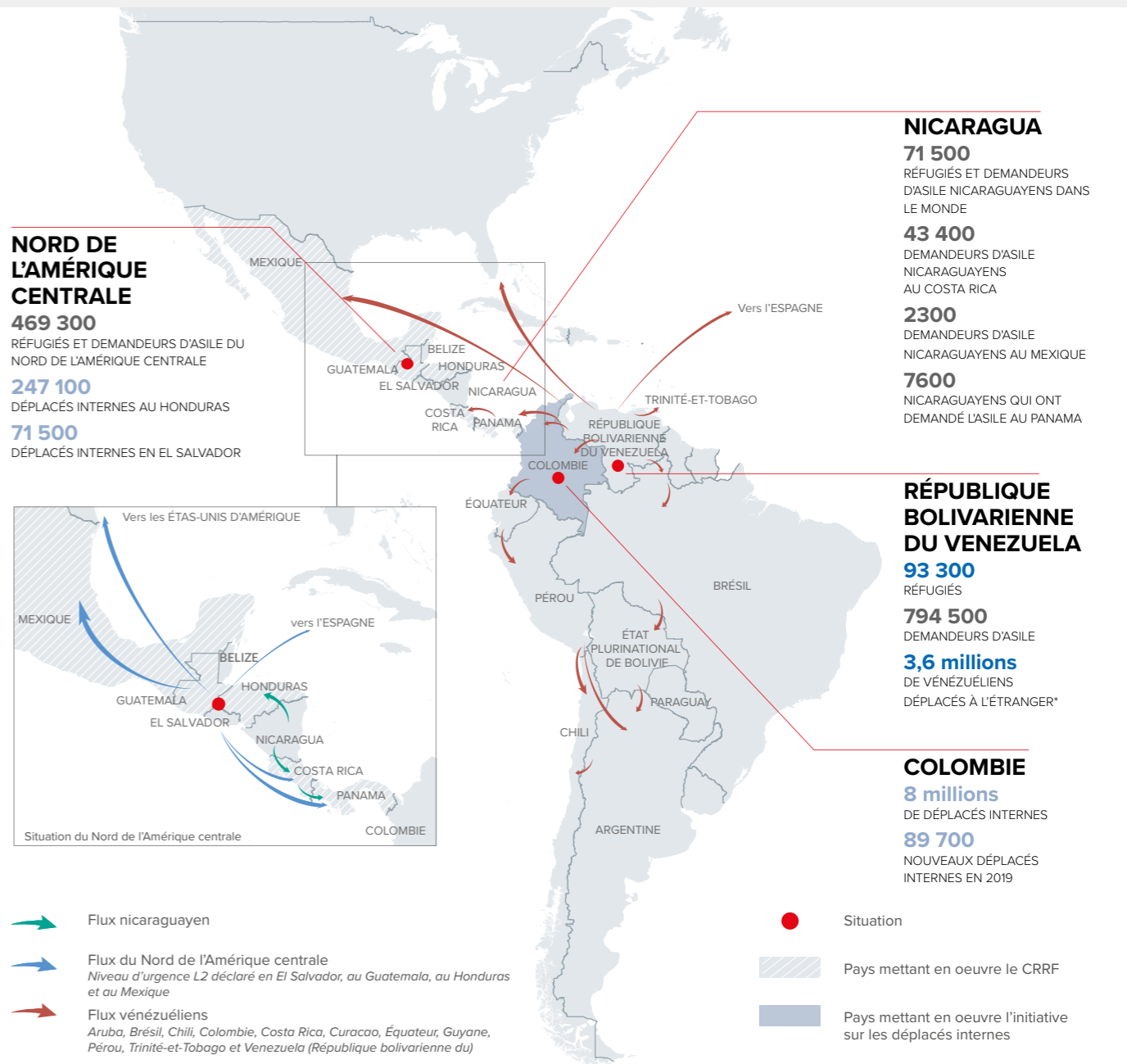
En Colombie, des affrontements entre groupes armés illégaux sur la question du territoire et des ressources dans les zones frontalières et sur la côte Pacifique ont entraîné des déplacements à grande échelle, des confinements, l'assassinat de dirigeants communautaires et un accroissement des besoins humanitaires.

Ces mêmes groupes ont restreint l'accès des organisations humanitaires aux populations affectées, les plus impactées étant les populations autochtones, les Afro-Colombiens et, de plus en plus, les Vénézuéliens déplacés à l'étranger. Le nombre de retours volontaires vers la Colombie a également été limité, seules 31 personnes ayant reçu des aides en espèces dans ce cadre en 2019.

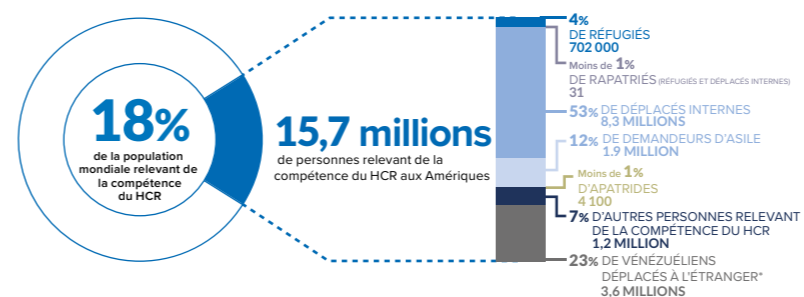
Plus de 89 700 personnes ont été déplacées de force en 2019, portant à plus de 400 000 le nombre total de déplacés depuis la signature de l'Accord de paix. Le HCR a coopéré étroitement avec les autorités locales et régionales récemment élues afin d'assurer l'inclusion des déplacés internes dans les plans de développement. En Équateur, plus de 5000 ressortissants colombiens ont sollicité l'asile en 2019, à un rythme moyen de 400 demandes d'asile par mois.

- 100 000 déplacés internes et membres des communautés d'accueil ont été aidés pour l'enregistrement et la délivrance de documents**
- 16 125 déplacés internes et membres des communautés d'accueil ont reçu des titres de propriété dans 13 sites d'installations reconnus**
- 2450 personnes nouvellement déplacées ont bénéficié d'articles de secours essentiels**

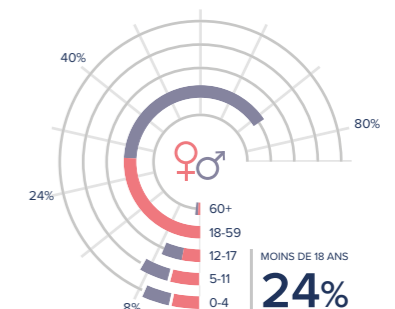
En 2019, des centaines de milliers de personnes se sont déplacées à travers les Amériques, en quête de sécurité et de protection contre les violences, les persécutions et les violations généralisées des droits de l'homme. À la fin de l'année, environ 4,5 millions de Vénézuéliens étaient déplacés à l'étranger. Dans de nombreux pays, les capacités nationales étaient largement saturées tandis qu'il y avait d'importants troubles sociaux dans plusieurs zones du continent.



PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR AUX AMÉRIQUES EN 2019

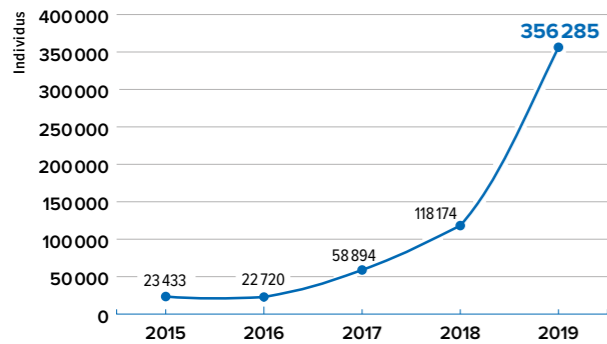


RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE

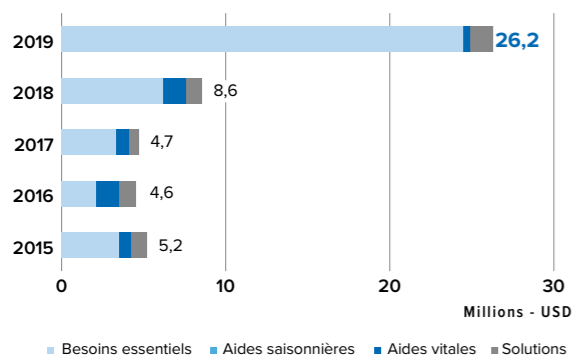


RÉALISATIONS ET PRINCIPAUX RÉSULTATS AUX AMÉRIQUES

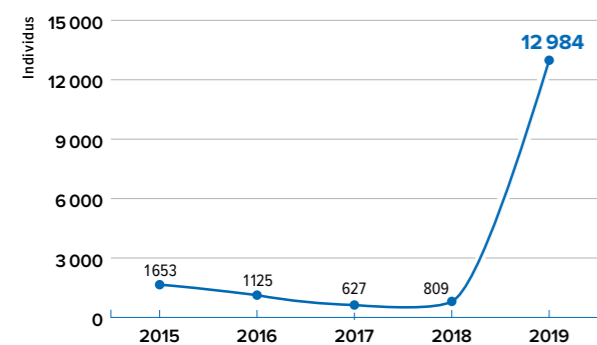
DEMANDEURS D'ASILE AYANT REÇU DES INFORMATIONS SUR LES PROCÉDURES GOUVERNEMENTALES DE DÉTERMINATION DU STATUT DE RÉFUGIÉ




AIDES EN ESPÈCES PAR SECTEUR



PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE FORMATION À L'ENTREPRENEURIAT




*Aux Amériques, l'enregistrement est effectué pour les interventions en matière d'assistance et de protection, ainsi que pour la détermination du statut de réfugié au titre du mandat dans les Caraïbes. Dans tous les autres cas, l'enregistrement incombe aux autorités nationales.


- 

Enregistrement


170 218* nouvelles personnes relevant de la compétence du HCR ont été enregistrées dans proGres v4

45 959 personnes ont été enregistrées biométriquement
- 


Suivi de protection

2 000 visites de surveillance des frontières ont été effectuées et consignées
- 


Aide juridique

356 285 demandeurs d'asile ont reçu des informations sur les procédures gouvernementales de détermination du statut de réfugié
- 

Violences sexuelles et de genre


2 115 cas signalés de violences sexuelles et de genre pour lesquels les victimes ont bénéficié d'un espace sûr, de conseils psychosociaux ou d'une aide médicale
- 

Protection de l'enfance


7 046 membres du personnel des partenaires et des gouvernements ont bénéficié d'une formation sur la protection de l'enfance et les droits des enfants
- 

Aides en espèces


26,2 millions de dollars d'aides en espèces ont été distribuées

48 887 ménages ont bénéficié d'aides en espèces ou de bons d'achat pour des articles essentiels et ménagers (à usages multiples)
- 

Articles de secours essentiels


70 841 ménages ont reçu des articles de secours essentiels et notamment un soutien saisonnier
- 

Protection communautaire

454 projets soutenant la coexistence pacifique et bénéficiant aux communautés locales et déplacées ont été mis en œuvre
- 

Autosuffisance et moyens de subsistance

12 984 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié d'une formation à l'entrepreneuriat

9 965 personnes relevant de la compétence du HCR ont bénéficié de conseils sur les possibilités d'accès au marché du travail
- 

Réinstallation

2 029 personnes pour lesquelles un dossier de réinstallation a été soumis par le HCR

PRINCIPALES RÉALISATIONS ET IMPACT

Sauvegarder l'accès à la protection et à l'asile

Aux Amériques, l'enregistrement est effectué pour les interventions dans le domaine de l'aide et de la protection, ainsi que pour la détermination du statut de réfugié (DSR) au titre du mandat dans les Caraïbes. PRIMES, l'outil biométrique du HCR, a été déployé à Aruba, au Canada, en Équateur, au Guyana et en République dominicaine, portant à 16 le nombre de pays utilisateurs dans la région. Plus de 170 200 personnes ont été enregistrées dans PRIMES, l'Équateur et le Guyana l'adoptant comme outil national pour l'enregistrement des demandeurs d'asile. Le HCR a soutenu le développement de systèmes d'enregistrement biométrique et de gestion des cas en Argentine, au Costa Rica, en Équateur, au Mexique, au Paraguay, au Pérou, en Uruguay et en République bolivarienne du Venezuela, ce qui a renforcé les systèmes nationaux d'asile et les commissions pour les réfugiés.

Les commissions pour les réfugiés en Argentine, au Mexique et en Uruguay ont amélioré leurs procédures pour accélérer la reconnaissance des Vénézuéliens en tant que réfugiés. Le Brésil a accordé le statut de réfugié prima facie aux ressortissants vénézuéliens et le Paraguay a effectué une reconnaissance collective du statut pour 700 Vénézuéliens en décembre 2019. Dans la sous-région des Caraïbes, où la plupart des pays ne disposaient ni de système, ni de législation sur l'asile, le HCR a effectué l'enregistrement et la DSR. Au Costa Rica et au Mexique, de nouveaux bureaux nationaux d'enregistrement ont été ouverts avec le soutien du HCR.

Dans toute la région, les personnes en transit – en particulier les enfants, les femmes et les personnes LGBTI ou autres personnes exposées à des risques accrus – ont fait face à des conditions difficiles. Avec le soutien du HCR, le Réseau régional des espaces sûrs a offert une aide humanitaire et des services spécialisés à près de 50 000 personnes

relevant de la compétence du HCR. Il a également produit un kit régional d'outils de protection contre l'exploitation et les abus, utilisé pour renforcer les capacités de 16 811 employés des partenaires.

Apporter une aide vitale

Afin de faire face au nombre sans précédent de réfugiés, de demandeurs d'asile, de déplacés internes et d'autres personnes relevant de sa compétence se déplaçant à travers la région dans des conditions dramatiques, le HCR a axé sa réponse en priorité sur les zones frontalières et de transit. Il a facilité l'accès à la nourriture et à l'eau potable, aux kits d'hygiène et à d'autres articles de secours essentiels par une aide directe ainsi que par des aides en espèces et des bons d'achat pour les abris. S'appuyant sur un réseau de lieux de soutien et de mécanismes communautaires renforcés, le HCR a fourni des informations essentielles et une aide vitale aux personnes relevant de sa compétence.

Dans l'ensemble de la région, 48 887 hommes et femmes vulnérables ont bénéficié d'aides en espèces ou de bons d'achat pour des articles essentiels et ménagers. Le HCR a lancé son programme d'aides en espèces ciblées au Mexique en 2019 et 42 931 personnes ont bénéficié d'aides en espèces à usages multiples pour couvrir leurs frais de nourriture et d'articles ménagers, ainsi que leurs dépenses de logement et autres dépenses utiles. Au Brésil, une initiative similaire lancée en juin 2019 a bénéficié à 3667 personnes soit 1297 ménages, dont une immense majorité (94%) de Vénézuéliens.

Les pénuries de nourriture, de médicaments, de produits de première nécessité et de services publics s'aggravant en République bolivarienne du Venezuela, les programmes communautaires mis en œuvre par le HCR et les partenaires ont été centrés sur les personnes exposées à des risques accrus comme les enfants, les personnes en mauvaise santé ou handicapées. Les lampes solaires et les jerrycans ont fait partie des 33 896 articles de secours essentiels distribués à 79 584 personnes.

Kit d'outils de protection du Réseau régional des espaces sûrs



(en anglais)

Grâce à divers programmes communautaires, le HCR et ses partenaires ont touché 495 687 personnes dans 54 communautés prioritaires.

Dans le cadre de la Plateforme régionale de coordination inter-agences pour les réfugiés et les migrants de la République bolivarienne du Venezuela, le HCR a soutenu un réseau de 152 espaces de soutien au Brésil, en Colombie, en Équateur et au Pérou, où plus de 100 000 personnes par mois ont reçu des informations, une orientation et une aide de base pour répondre à leurs besoins les plus urgents. En Colombie, des kiosques d'informations situés dans 30 sites ont fourni des informations sur les procédures d'asile, la régularisation des statuts migratoires, ainsi que d'autres services juridiques et orientations vers les services publics à plus de 90 000 personnes. En outre, 20 300 personnes ont bénéficié d'un abri et 20 000 enfants ont eu accès à des espaces destinés aux enfants.

Rechercher des solutions durables pour les situations de réfugiés prolongées

En attendant des solutions durables et afin de favoriser l'inclusion et de promouvoir l'accès à des des possibilités de moyens de subsistance, le HCR a organisé six forums sur l'emploi et l'entrepreneuriat avec le secteur privé au Brésil, au Costa Rica, en Équateur et au Panama. Les initiatives du HCR avec le PNUD et la CNUCED, comme « Talent sans frontières » au Panama ou la collaboration avec la municipalité de Quito en Équateur, ont reposé sur des partenariats public-privé efficaces qui ont permis de créer des opportunités d'emplois pour les réfugiés.

Comme souligné dans le Plan d'action pour le Brésil, les villes et les autorités locales ont joué un rôle majeur dans l'inclusion socio-économique des réfugiés et des migrants. En Argentine, dans l'État plurinational de Bolivie, au Chili, au Paraguay et en Uruguay, le HCR a coopéré avec près de 30 autorités municipales pour

promouvoir l'intégration des réfugiés. En outre, le HCR, en collaboration avec l'Union européenne, l'OIM et ONU-Habitat, a lancé un projet pluriannuel visant à soutenir les villes inclusives pour les réfugiés et les migrants vénézuéliens en Colombie, en Équateur, au Pérou et en République dominicaine.

Le HCR a soutenu deux initiatives pilotées par les autorités nationales au Brésil et au Mexique visant à relocaliser les réfugiés, les demandeurs d'asile et d'autres personnes relevant de sa compétence à l'intérieur de ces pays afin de promouvoir leur intégration et leur accès à l'emploi. Au Brésil, plus de 27 200 Vénézuéliens ont été relocalisés vers 409 municipalités, tandis que 5 200 l'ont été vers quatre villes au centre et au nord du Mexique (Aguascalientes, Guadalajara, Monterrey et Saltillo).

Dans la région, 2 029 personnes ont fait l'objet d'une demande de réinstallation, notamment des femmes et des filles à risque ou des victimes de violences et de tortures. Avec l'aide du Mécanisme de soutien conjoint aux pays de réinstallation émergents, le Brésil a mis en œuvre son tout premier programme de réinstallation financé par l'État, principalement pour des réfugiés provenant de la région du nord de l'Amérique centrale. Fin 2019, l'Argentine avait admis 443 réfugiés syriens, soit le plus grand nombre parmi les pays de réinstallation émergents.

Garantir une protection, une aide et des solutions dans les situations de déplacement interne

L'accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC – les Forces armées révolutionnaires de Colombie – a continué de rencontrer des difficultés. Dans certaines parties du pays, en particulier les zones frontalières et la côte Pacifique, l'insécurité prévalait du fait de la reconfiguration des groupes armés et de l'agitation sociale croissante. Le HCR a soutenu 3 573 personnes relevant de sa compétence pour beaucoup issues des communautés autochtones et afro-colombiennes ainsi que 132 organisations

communautaires dans les régions les plus affectées par les déplacements.

Dans le cadre du soutien du HCR à la juridiction spéciale de paix en Colombie, plus de 100 dirigeants de Catatumbo, Chocó et Nariño ont été formés à l'accès aux mécanismes de justice transitionnelle. Le HCR a également facilité le dialogue et la coordination entre les institutions publiques de supervision, le gouvernement et la Cour constitutionnelle pour assurer une réponse nationale cohérente face aux déplacements internes. Conformément à la stratégie du HCR visant à soutenir la légalisation des installations périurbaines informelles prioritaires, 13 sites d'installations ont été légalisés et 16 125 personnes ont reçu des titres de propriété.

En El Salvador, avec l'aide du HCR, le gouvernement a préparé puis approuvé une nouvelle loi historique reconnaissant les droits des déplacés internes et permettant aux victimes des déplacements forcés d'avoir accès à la protection et aux services.

Réduire et prévenir l'apatridie

Dans le cadre du mécanisme « Objectif zéro apatride », le HCR a collaboré activement avec les États, les partenaires et les organisations régionales pour présenter des promesses et des engagements lors du Segment de haut niveau sur l'apatridie d'octobre 2019. L'Argentine, le Belize, la Colombie, le Costa Rica, les États-Unis d'Amérique, le Guyana, Haïti, le Panama, le Paraguay, et l'Uruguay ont présenté 32 engagements visant à supprimer l'apatridie dans la région d'ici 2024. En outre, l'Argentine a adopté une législation complète pour protéger les apatrides, prévoyant des dispositions pour leur naturalisation. En Colombie, quelque 27 000 enfants nés de parents vénézuéliens sont en train d'acquérir la nationalité colombienne. Le pays a également déposé des instruments pour adhérer à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides.

Le Conseil de l'Amérique latine et des Caraïbes pour l'enregistrement à l'état civil, l'identité et les statistiques de l'état civil (CLARCIEV) a tenu sa réunion annuelle au Chili

en septembre 2019, avec le soutien du HCR, de l'Organisation des États américains et son Programme d'identité civile universelle pour les Amériques. Le CLARCIEV s'est engagé à poursuivre la promotion de l'enregistrement universel des naissances, de la délivrance de documents d'identité et de mesures visant à prévenir et à remédier à l'apatridie dans toute la région. Une étude comparative sur l'apatridie et l'enregistrement tardif des naissances est actuellement en cours sous la codirection du HCR, de l'Organisation des États américains et du CLARCIEV.

Faits opérationnels marquants de la mise en œuvre du Pacte mondial sur les réfugiés

Au cours de l'année 2019, sept pays d'Amérique centrale, tous membres du Cadre régional global de protection et de solutions (ou MIRPS en espagnol), dont El Salvador qui est le membre le plus récent, ont collaboré pour renforcer l'inclusion des réfugiés et des déplacés internes dans les plans nationaux de développement. Au Belize, par exemple, les réfugiés et les demandeurs d'asile ont été intégrés dans une initiative éducative qui a permis à 190 personnes d'obtenir un diplôme dans le cadre d'un programme national où l'anglais est enseigné comme seconde langue. Au Panama, un programme d'intégration par le travail « Talent sans frontières » a été élaboré avec le HCR, permettant à 150 réfugiés et migrants, mais aussi à des Panaméens, de trouver un travail.

Conformément au MIRPS, des mesures supplémentaires ont été prises pour renforcer les services d'asile dans toute l'Amérique centrale. Au Costa Rica, le gouvernement a décentralisé ses services pour permettre le dépôt des demandes d'asile à la frontière. L'autorité nationale chargée de l'asile au Mexique, la COMAR, a créé une direction spécialisée dans l'enregistrement des demandes et de nouveaux bureaux dans des endroits stratégiques, comme Monterrey, Palenque et Tijuana, ont été ouverts pour répondre au nombre croissant de personnes ayant besoin d'une protection internationale.

2^{ème} Rapport annuel du MIRPS



(en anglais)

Agir grâce à des partenariats



Répondre aux mouvements mixtes au Brésil

La majorité des réfugiés et migrants vénézuéliens au Brésil, dont le nombre s'élevait à 253 000 en novembre 2019, sont arrivés dans l'État de Roraima par la ville frontalière de Pacaraima. L'un des plus grands défis du HCR au Brésil a été de relocaliser volontairement des réfugiés et des migrants depuis l'État de Roraima, totalement débordé, vers d'autres États du pays.

Pour y répondre, le programme d'intériorisation, un programme de transfert interne, a été créé par le gouvernement brésilien avec le soutien du HCR et d'autres acteurs humanitaires. À la fin de 2019, le programme avait relocalisé plus de 27 200 Vénézuéliens vers plus de 409 municipalités offrant des possibilités d'intégration socio-économiques plus grandes à travers les cinq régions du Brésil.

Dans le cadre de l'Opération Bienvenue (Operação Acolhida), un partenariat entre le gouvernement brésilien et le HCR, ainsi que plus de 100 partenaires dont le FNUAP, l'OIM, ONU-Femmes, l'UNICEF, des organisations de la société civile et le secteur privé, un ensemble de services et d'allocations complètent la relocalisation. Ces services assurent une protection et un soutien, et contribuent à offrir aux réfugiés et aux migrants vénézuéliens les plus vulnérables une chance de reconstruire leur vie dans l'État de Roraima ou dans d'autres États.

Les organisations assument différents rôles à travers les trois principaux piliers de l'opération : contrôle des frontières et délivrance de documents, aide humanitaire et abris, et stratégie d'intériorisation. Cela constitue un exemple de coordination et de partenariat inter-agences où différentes organisations des Nations Unies dont le FNUAP, ONU-Femmes et l'UNICEF, en coordination avec le HCR et l'OIM, mobilisent leurs compétences et leurs forces pour soutenir les populations déplacées dans le cadre du Plan d'aide aux réfugiés et aux migrants vénézuéliens.

« Je vivais dans les rues de Boa Vista, à la recherche de nourriture. Le HCR m'a offert un abri et a proposé ma candidature pour le programme d'intériorisation. Deux mois plus tard, j'ai déménagé à Dourados (dans l'État de Mato Grosso do Sul). Maintenant je travaille dans une entreprise d'alimentation et je peux louer une maison et envoyer de l'argent à ma famille au Venezuela (République bolivarienne du) ».

— Daniel Andrade, 29 ans, promu un an après sa relocalisation à Dourados au poste de superviseur assistant.



© HCR/Luis Fernando Godinho

CONSÉQUENCES DU SOUS-FINANCEMENT

Compte tenu du nombre de personnes en déplacement à travers les Amériques, la présence du HCR dans les zones frontalières a été considérée comme prioritaire mais le sous-financement l'a empêché de renforcer sa présence à des points de passage essentiels comme Chuy (Uruguay), Guayaramerin (État plurinational de Bolivie) ou Salta (Argentine). Au Guatemala, des capacités supplémentaires auraient permis d'ouvrir de nouveaux bureaux de terrain à Esquipulas (couvrant les frontières avec le Honduras et El Salvador) et à Tecun Uman (couvrant la frontière avec le Mexique). Malgré le nombre croissant de personnes fuyant le Nicaragua, la diminution du soutien financier a limité la capacité de renforcer la présence du HCR à la frontière du Costa Rica.

L'aide vitale est seulement parvenue aux plus vulnérables, dans la mesure du possible en priorité aux enfants, aux familles

monoparentales ou aux personnes en état de santé grave. Au Pérou, seuls 13,5% des ménages ayant besoin d'une assistance ont bénéficié de transferts d'espèces ou d'articles de secours essentiels. En raison du manque de financement pour le centre d'accueil de La Guajira, en Colombie, 4500 personnes vulnérables relevant de la compétence du HCR ont été privées d'abris et d'assistance.

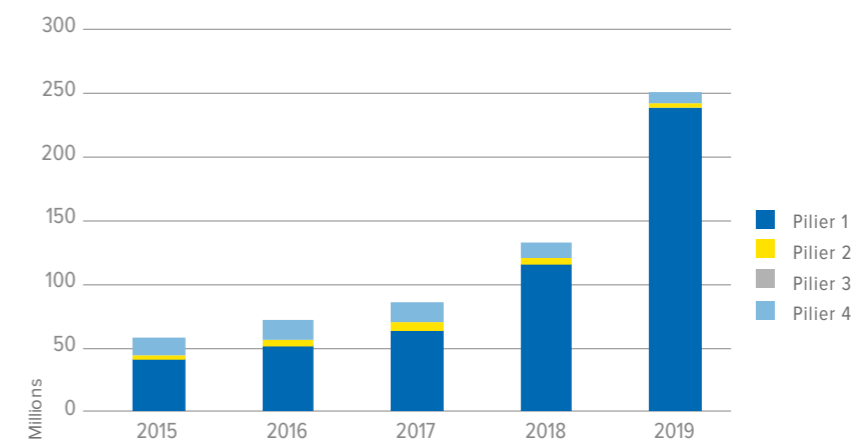
Le sous-financement a eu un impact négatif en particulier sur les activités orientées vers des solutions. S'il avait disposé de ressources supplémentaires, le HCR aurait pu favoriser les opportunités dans le domaine des moyens de subsistance par le biais de l'éducation, de la formation professionnelle ou d'un appui à l'emploi indépendant, en ciblant spécifiquement les jeunes dans les zones frontalières en Équateur qui sont exposés à des risques accrus de recourir à des mécanismes négatifs de survie, comme le commerce du sexe.

Le Plan régional de réponse pour les Vénézuéliens a reçu 52% du financement nécessaire en 2019, privant d'aide la moitié des 2,2 millions de bénéficiaires ciblés. Si les initiatives communautaires ont contribué à promouvoir la coexistence pacifique, le manque de financement a limité l'ampleur des campagnes indispensables de lutte contre la xénophobie, comme la campagne « Tu causa es mi causa » au Pérou. En République bolivarienne du Venezuela, le HCR n'a pas pu fournir une aide juridique aux personnes relevant de sa compétence en cours de procédure d'asile, aux victimes de violences sexuelles et de genre et aux parents souhaitant être réunifiés avec leurs enfants au-delà des frontières.

Le sous-financement a également entravé les efforts de plaidoyer visant à prévenir les déplacements internes en Colombie. Les financements prévus pour soutenir le suivi des rapatriés colombiens revenant de la République bolivarienne du Venezuela, en particulier ceux ayant encore besoin d'une protection internationale, ont été insuffisants. Les activités de réintégration pour les rapatriés vulnérables n'ont bénéficié d'aucun financement, hormis les bons d'achat en espèces pour le rapatriement volontaire accordés à quelques rapatriés spontanés ayant contacté les bureaux du HCR.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

DÉPENSES AUX AMÉRIQUES 2015-2019 | USD



SOURCE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES AUX AMÉRIQUES

SOURCE DE FINANCEMENT DES DÉPENSES		Milliers USD	% de financement des dépenses de la région	% régional par rapport aux dépenses globales du HCR
Report des années précédentes	Affecté	14 580	6%	6%
	Non affecté	6 813	3%	5%
Contributions volontaires	Affectées	130 673	52%	5%
	Légèrement affectées ¹	56 470	22%	11%
	Non affectées	22 522	9%	4%
	Dons en nature	1 020	0%	3%
Coûts d'appui aux programmes		3 479	1%	2%
Autres revenus ²		16 096	6%	10%
TOTAL		251 654	100%	6%

Notes:

¹ Inclut des contributions affectées au niveau régional, sous-régional, ou d'une situation ou d'un thème.

² Inclut des revenus divers, des ajustements portant sur les années précédentes, des annulations et autres transferts internes.

BUDGET ET DÉPENSES POUR LES AMÉRIQUES | USD

OPÉRATION		PILIER 1	PILIER 2	PILIER 3	PILIER 4	TOTAL	% Sous-régional	% des dépenses par rapport au budget
		Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes			
Bureau régional pour les Amériques	Budget	3 838 884	-	-	-	3 838 884		
	Dépenses	3 398 961	-	-	-	3 398 961		
Activités régionales pour les Amériques	Budget	8 097 316	-	-	-	8 097 316		
	Dépenses	1 990 060	-	-	-	1 990 060		
SOUS-TOTAL	Budget	11 936 200	-	-	-	11 936 200	3%	
	Dépenses	5 389 022	-	-	-	5 389 022	2%	45%
AMÉRIQUE LATINE								
Argentine - Bureau régional	Budget	12 182 286	-	-	-	12 182 286		
	Dépenses	10 453 592	-	-	-	10 453 592		
Brésil	Budget	26 540 616	-	-	-	26 540 616		
	Dépenses	21 495 813	-	-	-	21 495 813		
Colombie	Budget	32 767 555	-	-	16 963 267	49 730 822		
	Dépenses	29 599 249	-	-	8 638 012	38 237 261		
Costa Rica	Budget	24 005 906	-	-	-	24 005 906		
	Dépenses	13 711 815	-	-	-	13 711 815		
Costa Rica - Unité juridique régionale	Budget	4 223 291	981 548	-	-	5 204 839		
	Dépenses	2 189 552	289 722	-	-	2 479 274		
Équateur	Budget	38 025 536	-	-	-	38 025 536		
	Dépenses	22 253 400	-	-	-	22 253 400		
Mexique	Budget	60 565 518	-	-	-	60 565 518		
	Dépenses	52 369 900	-	-	-	52 369 900		
Panama - Bureau régional ¹	Budget	63 738 571	-	-	-	63 738 571		
	Dépenses	23 546 734	-	-	-	23 546 734		
Pérou	Budget	20 496 332	-	-	-	20 496 332		
	Dépenses	14 173 698	-	-	-	14 173 698		
Venezuela (République bolivarienne du)	Budget	29 465 000	-	-	-	29 465 000		
	Dépenses	19 206 576	-	-	-	19 206 576		
Bureau de coordination régionale pour les réfugiés vénézuéliens	Budget	6 644 574	-	-	-	6 644 574		
	Dépenses	4 615 941	-	-	-	4 615 941		
SOUS-TOTAL	Budget	318 655 186	981 548	-	16 963 267	336 600 001	87%	
	Dépenses	213 616 269	289 722	-	8 638 012	222 544 003	88%	66%
AMÉRIQUE DU NORD ET CARAÏBES								
Canada	Budget	1 914 540	97 935	-	-	2 012 474		
	Dépenses	1 614 195	54 846	-	-	1 669 041		
États-Unis d'Amérique - Bureau régional ²	Budget	26 934 648	8 317 075	-	-	35 251 723		
	Dépenses	18 434 129	3 617 276	-	-	22 051 406		
SOUS-TOTAL	Budget	28 849 188	8 415 010	-	-	37 264 197	10%	
	Dépenses	20 048 325	3 672 122	-	-	23 720 447	9%	64%
TOTAL	Budget	359 440 573	9 396 558	-	16 963 267	385 800 398	100%	
	Dépenses	239 053 615	3 961 844	-	8 638 012	251 653 471	100%	65%

¹ Inclut les activités au Bélice, en El Salvador, au Guatemala et au Honduras.² Inclut les activités en République dominicaine, en Haïti et à Trinité-et-Tobago.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR LES AMÉRIQUES | USD

DONATEUR	PILIER 1	PILIER 2	PILIER 4	TOUS PILIERS	TOTAL
	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets pour les déplacés internes		
États-Unis d'Amérique	123 191 505			27 821 055	151 012 560
Union européenne	19 622 251		390 192		20 012 443
Allemagne		21 400		7 227 166	7 248 566
Japon	6 330 356			903 016	7 233 372
Fonds central pour les interventions d'urgence	2 534 952		699 915		3 234 867
Suisse	1 006 040			2 008 032	3 014 072
USA for UNHCR (Partenaire national aux États-Unis d'Amérique)	1 948 237			935 437	2 883 675
Italie	2 195 188				2 195 188
République de Corée	500 000		1 592 575		2 092 575
Canada	1 557 751			455 927	2 013 678
Norvège	1 297 003			574 977	1 871 980
Donateurs privés au Brésil				1 472 629	1 472 629
Espagne	950 097		238 118		1 188 214
Autriche	1 141 553				1 141 553
Irlande				1 122 334	1 122 334
Brésil	1 075 680			13 895	1 089 574
Fonds pour la consolidation de la paix	758 393		201 051		959 444
Donateurs privés au Mexique	229 487			681 927	911 415
España con ACNUR (Partenaire national en Espagne)	893 556			6 539	900 095
OIM	836 537				836 537
Donateurs privés aux Pays-Bas	806 700				806 700
France	750 000				750 000
Nouvelle-Zélande	666 628				666 628
Suède	549 995				549 995
UNO-Flüchtlingshilfe (Partenaire national en Allemagne)	461 709			16 884	478 592
Donateurs privés au Canada	277 156			161 961	439 117
Islande	249 314				249 314
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine			245 400		245 400
FAO			236 968		236 968
Luxembourg				209 205	209 205
Fonds d'affectation spéciale multilatéral post-conflit pour la Colombie (Nations Unies)			163 602		163 602
Argentine				107 100	107 100
Colombie	106 323				106 323
Tchéquie	101 523				101 523
Donateurs privés en Suisse	78 480			4 230	82 710
Donateurs privés en Thaïlande	74 783				74 783
Portugal	68 757				68 757
ONU-Femmes	56 818				56 818
ONUSIDA				50 300	50 300
Donateurs privés en Italie	40 717			3 176	43 893
UNICEF	22 334				22 334
Donateurs privés en France	21 001			228	21 228
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	19 393			336	19 729
Guyana				15 883	15 883
Donateurs privés en Chine	14 938				14 938
Sweden for UNHCR (Partenaire national en Suède)				8 897	8 897
Donateurs privés à Singapour				3 542	3 542
Donateurs privés au Danemark	2			1 371	1 373
Donateurs privés en Inde	27				27
TOTAL*	170 435 183	21 400	3 767 820	43 806 048	218 030 451

*Notes:

¹ Les contributions incluent 7% de coûts d'appui aux programmes.² Inclut 1,8 million de dollars reçus en 2018 pour des activités dont la mise en œuvre était prévue pour 2019 et ne comprend pas 29,5 millions de dollars reçus en 2019 pour une mise en œuvre prévue en 2020 et au-delà.³ Inclut les contributions globales affectées aux situations du Nord de l'Amérique centrale et du vénézuélienne.